



Recherche patient  
www.zoommed.com...  
ou patient sans dossier  
Patient  
Dernier : Pierre Tremblay  
Signature :  
REPELATURE 1 2 3 4 5  
Dre Lucie Sheehy  
1-11-111-1  
zoommed.com Z581-0722-1771-5220 p 1 de 1

1ucophage Comp. 500mg  
1 co. BID . # 60 . Ren.: 12  
ASaphen Comp. Mast. 80mg  
1 co. DIE . # 30 . Ren.: 12  
Altace Capsule 10mg  
1 caps DIE . # 30 . Ren.: 12  
↑ Lipitor Comp. 20mg  
1 co. DIE . # 30 . Ren.: 12  
Symbicort Pd Inh. (app)  
1 inh. BID . x 1 mois . Ren.

DATE 31-mai-2009  
#DOS. 1122  
PIERRE TREMBLAY  
01/01/1932

**ZOOMMED**

**ENFIN UNE COMMUNICATION DIRECTE ET EFFICACE  
ENTRE MÉDECINS ET PHARMACIENS**



## **RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION**

Ce rapport de gestion explique les résultats d'exploitation, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. et ZoomMed Médical inc. (« ZoomMed ») au 28 février 2010. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers non-vérifiés et consolidés de ZoomMed et par les notes afférentes pour les périodes terminées les 28 février 2010 et 2009, ainsi que l'information fournie par les états financiers vérifiés et consolidés de ZoomMed et par les notes afférentes pour le 31 mai 2009.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 25 mars 2010.

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations de nature prospective relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion a été soumis au comité de vérification et approuvé par le conseil d'administration de ZoomMed.

## **L'ENTREPRISE**

La société a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Elle se consacre au développement et la commercialisation :

- du Prescripteur ZRx, un produit innovateur pour les médecins;
- du réseau de communication e-Pic, qui permet l'intercommunication de l'information des ordonnances entre les médecins qui utilisent le Prescripteur ZRx et les pharmaciens qui sont membres du réseau;
- du réseau de communication ZRx Pharma permet la diffusion et l'intercommunication d'informations entre les compagnies pharmaceutiques et les médecins qui utilisent le Prescripteur ZRx.

Les actions ordinaires de ZoomMed se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

### **À propos du Prescripteur ZRx**

ZoomMed a développé le Prescripteur ZRx, une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tel que le iPod Touch™, le iPhone™ ainsi que divers autres PDA's ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Le Prescripteur ZRx est rapide, efficace et intuitif. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Santé Électronique (DSE).





### **À propos du réseau de communication e-Pic**

Le réseau de communication e-Pic de ZoomMed permet l'intercommunication d'informations entre les médecins qui utilisent le Prescripteur ZRx et les pharmaciens qui sont membres du réseau. Les médecins et les pharmaciens peuvent ainsi transférer, saisir (scanner), recevoir électroniquement l'information des ordonnances et l'information des renouvellements d'ordonnances via ce réseau haute vitesse et entièrement sécurisé.

### **À propos du réseau de communication ZRx Pharma**

Le réseau ZRx Pharma, nouvel outil de communication révolutionnaire permet l'intercommunication d'informations entre les compagnies pharmaceutiques et les médecins qui utilisent le Prescripteur ZRx, telles que; l'éducation médicale continue, le lancement de nouveaux produits, la formation, les alertes médicales importantes, les études cliniques et les sondages.

### **Activités abandonnées**

Le 21 mai 2009, ZoomMed a vendu la quasi-totalité de l'actif de sa division d'équipements paramédicaux et de son réseau de franchises sous l'appellation de « ZoomCité » pour une contrepartie en espèces de 364 785 \$, résultant en un gain sur disposition d'actifs de 139 275 \$ (net des frais de vente de 40 567 \$). Cette transaction, sans lien de dépendance représentait seulement 2,5 % des actifs totaux de ZoomMed.

La société a vendu cette division dans le but de concentrer ses efforts et ses ressources, tant humaines que financières, sur le développement et la commercialisation du Prescripteur ZRx, des réseaux de communication e-Pic et ZRx Pharma qui présentent un potentiel de croissance considérablement plus élevé.

### **Activités poursuivies**

Les informations contenues aux états financiers trimestriels consolidés se terminant le 28 février 2010 et aux rapports de gestion y afférent sont basées sur les activités poursuivies. De ce fait, l'information présentée pour les années antérieures reflète celle des activités poursuivies par la société afin de permettre une comparaison plus adéquate.





## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### INFORMATIONS SÉLECTIONNÉES PÉRIODE DE TROIS MOIS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	ZoomMed au 28 février 2010		ZoomMed au 28 février 2009	
Chiffre d'affaires	527 633	\$	164 774	\$
Frais de vente	378 910		430 906	
Frais d'administration	298 559		335 463	
Frais d'opération	451 779		440 834	
EBITDA	(601 615)		(1 042 429)	
Frais financiers	4 201		4 525	
Amortissements	311 330		342 656	
Perte nette des activités poursuivies avant abandon d'activités	(917 146)		(1 389 610)	
Bénéfice (perte) découlant de l'exploitation de la division d'équipements paramédicaux	-	\$	(61 440)	\$
Résultat de base et dilué par action	(0,009)	\$	(0,015)	\$
Résultat de base et dilué par action des activités poursuivies	(0,009)	\$	(0,014)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions	98 341 785		98 215 785	

### INFORMATIONS SÉLECTIONNÉES PÉRIODE DE NEUF MOIS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	ZoomMed au 28 février 2010		ZoomMed au 28 février 2009	
Chiffre d'affaires	991 554	\$	467 200	\$
Frais de vente	1 150 075		1 286 044	
Frais d'administration	1 058 467		1 155 740	
Frais d'opération	1 315 296		1 186 640	
EBITDA	(2 532 284)		(3 161 224)	
Frais financiers	11 602		7 768	
Amortissements	903 253		973 747	
Perte nette des activités poursuivies avant abandon d'activités	(3 447 139)		(4 142 739)	
Bénéfice (perte) découlant de l'exploitation de la division d'équipements paramédicaux	-	\$	(130 524)	\$
Résultat de base et dilué par action	(0,035)	\$	(0,045)	\$
Résultat de base et dilué par action des activités poursuivies	(0,035)	\$	(0,044)	\$
Nombre moyen pondéré d'actions	98 341 785		94 629 194	





Pour la période de trois mois se terminant le 28 février 2010, le chiffre d'affaires a connu une augmentation de 320 % comparativement à la même période de 2009 et est composé des revenus générés par le Prescripteur ZRx. Ces revenus proviennent majoritairement des contrats d'utilisation du réseau de communication ZRx Pharma, signés auprès de compagnies pharmaceutiques. Ces contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus au prorata des mois encourus.

En date du 28 février 2010, la société a constaté des revenus pour 991 554 \$ et a comptabilisé des revenus reportés pour 1 196 083 \$ totalisant 2 187 637 \$, comparativement à des revenus de 467 200 \$ et revenus reportés de 434 375 \$ totalisant 901 575 \$ pour la même période en 2009, soit une augmentation de 242,65 % des contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques. Le réseau ZRx Pharma est maintenant reconnu comme une solution très efficace, conférant une grande valeur ajoutée aux efforts de communication des petites et grandes compagnies pharmaceutiques qui visent à rejoindre les médecins.

La baisse des frais de vente depuis le début de l'exercice est expliquée par la réduction des honoraires de consultants externes qui ne sont plus requis.

La baisse des frais d'administration s'explique principalement par la diminution de la charge de rémunération à base d'action qui était de 272 356 \$ en 2009 comparativement à 43 110 \$ en 2010.

Les frais d'opération connaissent une légère augmentation, qui s'explique, en partie, par l'augmentation des frais de développement dont une partie n'est plus capitalisable. Ces frais de développement représentent une charge supplémentaire de 114 317 \$ pour la période se terminant le 28 février 2010.

ZoomMed affiche un EBITDA (revenus (pertes) avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) de (2 532 284) \$ pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010 comparativement à (3 161 224) \$ pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2009.

ZoomMed affiche une perte nette des activités poursuivies de 917 146 \$ pour la période de trois mois se terminant le 28 février 2010 comparativement à 1 389 610 \$ pour la période de trois mois se terminant le 28 février 2009. La perte cumulative des activités poursuivies pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010 est de 3 447 139 \$ et de 4 142 739 \$ la même période en 2009.

La perte reliée aux activités abandonnées de la division des équipements paramédicaux se chiffre à 61 440 \$ pour la période de trois mois se terminant le 28 février 2010 et de 130 524 \$ pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2009. La société a vendu cette division dans le but de concentrer ses efforts et ses ressources, tant humaines que financières, sur le développement et la commercialisation du Prescripteur ZRx, des réseaux de communication e-Pic et ZRx Pharma qui présentent un potentiel de croissance considérablement plus élevé.

ZoomMed a enregistré une perte par action des activités poursuivies de 0,009 \$ pour la période de trois mois terminée le 28 février 2010 et de 0,014 \$ pour la période de trois mois terminée le 28 février 2009. ZoomMed a enregistré une perte par action des activités poursuivies de 0,035 \$ pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010 comparativement à 0,044 \$ au 28 février 2009.



**SITUATION FINANCIÈRE**

<b>BILANS</b>	<b>ZoomMed au 28 Février 2010</b>	<b>ZoomMed au 31 mai 2009</b>
Encaisse	260 809	\$ 606 397
Certificats de placement garanti	619 014	2 609 658
Fonds de roulement	(383 384)	2 547 798
Immobilisations corporelles	1 044 748	1 181 734
Actifs incorporels	2 457 757	2 839 832
Actif total	5 060 009	7 469 408
Revenus reportés	1 196 083	237 708
Dettes à long terme incluant portion court terme	64 743	111 200
Capitaux propres	3 100 958	6 504 987
Capital-actions	20 501 758	\$ 20 501 758

Aucune transaction financière importante n'a été complétée depuis le début de l'exercice 2010. La variation des actifs et passifs est le résultat des opérations courantes de la société.

Au 28 février 2010, la société a enregistré des revenus reportés pour 1 196 083 \$ comparativement à 237 708 \$ au 31 mai 2009. Le réseau de communication ZRx Pharma est maintenant reconnu comme une solution très efficace, conférant une grande valeur ajoutée aux efforts de communication des petites et grandes compagnies pharmaceutiques qui visent à rejoindre les médecins. L'augmentation considérable des revenus reportés a un effet négatif sur le fonds de roulement, puisque les revenus reportés sont présentés à court terme. En effet, ces contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus au prorata des mois encourus.

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels ont connus une légère diminution résultant de dépenses d'amortissement totalisant 903 253 \$.

La dette à long terme est passée de 111 200 \$ au 31 mai 2009 à 64 743 \$ au 28 février 2010. La société n'a contracté aucune dette additionnelle au cours de la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010.

Les capitaux propres de la société ont diminué de 3 404 029 \$, principalement relié à la perte de 3 447 139 \$ pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010.





## SITUATION DE TRÉSORERIE

SITUATION DE TRÉSORERIE (période de 3 mois)	ZoomMed au 28 février 2010		ZoomMed au 28 février 2009	
Liquidités utilisées par les activités d'exploitation	(376 484)	\$	(939 464)	\$
Liquidités utilisées par les activités de financement	(15 614)		(18 447)	
Liquidités utilisées par les activités d'investissement	377 177		(250 402)	
Variation nette de la trésorerie	(14 921)		(1 208 313)	
Encaisse à la fin	260 809	\$	1 111 779	\$

SITUATION DE TRÉSORERIE (période de 9 mois)	ZoomMed au 28 février 2010		ZoomMed au 28 février 2009	
Liquidités utilisées par les activités d'exploitation	(1 907 693)	\$	(2 787 278)	\$
Liquidités utilisées par les activités de financement	(52 913)		6 661 570	
Liquidités utilisées par les activités d'investissement	1 615 018		(3 715 456)	
Variation nette de la trésorerie	(345 588)		158 836	
Encaisse à la fin	260 809	\$	1 111 779	\$

Les liquidités utilisées par les activités d'exploitation, pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010, ont diminués de 879 585 \$ comparativement à la période de neuf mois se terminant le 28 février 2009. Cette baisse est attribuable à la diminution de la perte pour la période de 2010.

Au cours de la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010, le remboursement de la dette à long terme de 52 913 \$ explique les activités de financement. Au cours de la période de neuf mois se terminant le 28 février 2009, les activités de financement de 6 661 570 \$ sont liées principalement à l'émission d'actions pour un produit brut de 7 671 514 \$ dont une valeur de 1 797 515 \$ a été attribuée aux bons de souscription.

Pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010, la société a encaissé un certificat de placement garanti de 2 000 000 \$, a acquis des immobilisations corporelles pour une valeur nette de 146 761 \$ et des actifs incorporels pour la somme de 238 221 \$. Pour la même période en 2009, la société a acquis un certificat de placement garanti de 3 000 000 \$, un montant net de 496 138 \$ a été investi dans des immobilisations corporelles et 219 318 \$ pour des acquisitions d'actifs incorporels.

La variation nette de la trésorerie découlant des trois catégories d'activités a été de (345 588) \$ pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010 et de 158 836 \$ pour la période de neuf mois se terminant le 28 février 2009.

## LIQUIDITÉS ET EMPRUNTS

Selon la direction, les liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par les contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques utilisant le réseau de





communication ZRx Pharma, et des revenus provenant de l'utilisation par les pharmaciens de notre réseau de communication e-Pic qui permet de saisir (scanner), de transférer et/ou recevoir l'information des ordonnances électroniquement en provenance d'un médecin utilisant le Prescripteur ZRx. De plus, pour répondre à ses besoins en capitaux, ZoomMed pourrait envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits.

### **ARRANGEMENT HORS BILAN**

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'exploitation ou sur la situation financière de la société.

### **OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Au cours de la période de neuf mois se terminant le 28 février 2010, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 63 000 \$ à une compagnie détenue par un actionnaire et administrateur. Au 28 février 2010, les créiteurs incluent 7 000 \$ relativement à ces opérations.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

### **ACTIONS, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 25 MARS 2010**

---

Actions ordinaires	98 341 785
Bons de souscription aux placeurs pour compte et aux investisseurs	13 205 747
Options en vertu du régime	9 721 500

### **ESTIMATIONS ET CONVENTIONS COMPTABLES**

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les éléments des états financiers qui requièrent davantage l'utilisation d'estimation incluent les avantages futurs reliés aux frais de développement, à la propriété intellectuelle, aux actifs d'impôts futurs, à la détermination de la provision pour impôts sur les bénéfices, aux montants recouvrables des crédits d'impôt à la recherche et au développement, aux hypothèses utilisées aux fins de calcul de la charge de rémunération à base d'actions et à la détermination de la juste valeur des instruments financiers. Les notes 2, 15 et 16 des états financiers décrivent les hypothèses utilisées.

La société possède un régime de rémunération à base d'actions variable de 10 %. Conformément au chapitre 3870 du manuel de l'ICCA, « Rémunérations et autres paiements à base d'actions », la société comptabilise l'attribution d'options d'achat d'actions selon la méthode fondée sur la juste valeur. En vertu de cette méthode, la charge de rémunération à l'égard des options d'achat d'actions





est mesurée à la juste valeur à la date d'attribution, calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options (Black & Scholes) et elle est enregistrée au cours de la période de la date d'attribution et la contrepartie est comptabilisée au surplus d'apport.

## **NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES**

Le 1<sup>er</sup> juin 2008, la société a adopté les nouvelles normes comptables reliées aux chapitres : 1535 intitulé « Informations à fournir concernant le capital », 3862 intitulé « Instruments financiers – informations à fournir », 3863 intitulé « Instruments financiers – présentation » et le 3031 intitulé « Stocks ». Les données des périodes précédentes au 1<sup>er</sup> juin 2008 n'ont pas été retraitées.

### **Informations à fournir concernant le capital (Chapitre 1535)**

Ce chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital, telles que : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et les conséquences pour l'entité si elle ne s'est pas conformée aux exigences en question. L'information additionnelle requise à la suite de l'application de ces nouvelles normes se trouve à la note 18 des états financiers.

### **Instruments financiers – Information à fournir et présentation (Chapitres 3862 et 3863)**

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, intitulé « Instruments financiers – information à fournir et présentation », dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. Les exigences à l'égard du mode de présentation n'ont toutefois subi aucune modification.

### **Stocks (Chapitre 3031)**

En mars 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3031, intitulé « Stocks », qui harmonise la méthode de comptabilisation des stocks selon les PCGR canadiens avec celle des normes internationales d'information financière (aussi connues sous l'abréviation « IFRS »). Cette nouvelle norme donne plus de directives sur l'évaluation et les exigences en matière de divulgation des stocks. Cette norme exige que les stocks soient évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation et donne les lignes directrices sur la détermination du coût, notamment sur l'allocation des frais généraux de production fixes et des autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. La norme exige aussi, pour les stocks qui sont fongibles, que la détermination du coût soit la méthode du premier entré, premier sorti ou celle du coût moyen pondéré.

Outre les divulgations requises en vertu des chapitres décrits précédemment, l'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers.

### **Actifs incorporels**

En novembre 2007, l'ICCA a publié le chapitre 3064, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » remplaçant le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Des modifications à des fins d'uniformité ont été apportées à d'autres chapitres du Manuel de l'ICCA. Ce nouveau chapitre s'applique aux états financiers des exercices ouverts à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008. Par conséquent, la société a adopté les nouvelles normes au cours de son exercice débutant le 1<sup>er</sup> juin 2008. Le chapitre





établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicable aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale et aux actifs incorporels des entreprises à but lucratif. Concernant les écarts d'acquisition, le chapitre 3064 comporte les mêmes exigences que l'ancien chapitre 3062. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

## **MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES**

### **Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle**

En décembre 2008, l'ICCA a approuvé trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, le chapitre 1601, États financiers consolidés, et le chapitre 1602, Participations sans contrôle, en remplacement du chapitre 1581, Regroupements d'entreprises, et du chapitre 1600, États financiers consolidés. Le chapitre 1582 constitue l'équivalent canadien de l'IFRS 3, Regroupements d'entreprises (janvier 2008), et les chapitres 1601 et 1602, l'équivalent de l'IAS 27, États financiers consolidés et individuels (janvier 2008). Le chapitre 1582 exige l'utilisation accrue des évaluations à la juste valeur, la comptabilisation d'actifs et de passifs additionnels ainsi que la fourniture d'informations supplémentaires à la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

Le chapitre s'applique de manière prospective aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe dans un exercice ouvert à compter du 1er janvier 2011. Les entités qui adoptent le chapitre 1582 devront également adopter les chapitres 1601 et 1602. Le chapitre 1601 établit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale.

Ces normes exigeront de modifier l'évaluation des participations sans contrôle, variation qui devra être présentée dans les capitaux propres au bilan. De plus, l'état des résultats de la société mère détenant le contrôle intégrera en totalité les résultats de la filiale et présentera la répartition entre la participation avec contrôle et la participation sans contrôle. Ces normes s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices commençant le 1er janvier 2011 ou après cette date. Leur adoption anticipée est permise. Ces trois normes entreront en vigueur à la même date que les IFRS pour les sociétés ouvertes canadiennes, soit pour les exercices commençant le 1er janvier 2011 ou après cette date.

Nous évaluons actuellement l'incidence de ces normes sur nos états financiers consolidés.

### **Normes internationales d'information financière**

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR canadiens le 1er janvier 2011 pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Bien que les principes et le cadre conceptuel des PCGR canadiens et des IFRS soient semblables, ils diffèrent considérablement en ce qui concerne la constatation, l'évaluation, la présentation et les informations à fournir. D'ici à la transition, on s'attend à ce que le CNC publie des normes comptables harmonisées avec les IFRS, ce qui atténuera les répercussions internationales de l'adoption des IFRS à la date de transition.

Nous prévoyons dresser nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1er juin 2011 conformément aux IFRS. Actuellement, la société évalue l'incidence sur la





comptabilisation et l'évaluation de certains postes des états financiers en fonction des IFRS. Lors du prochain rapport financier intérimaire, la société sera en mesure de dresser un tableau sur certaines conclusions préliminaires.

Tel que mentionné à la note 4 des états financiers, vous trouverez ci-après, un tableau expliquant notre plan de transition avec le calendrier de réalisation et un tableau sur nos conclusions préliminaires.

### Plan de transition aux IFRS

Nous avons élaboré un plan de transition détaillé, en quatre étapes, dont le calendrier de réalisation est présenté ci-dessous :

Étapes	Principales activités	Date d'échéance prévue
Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen préliminaire des différences importantes entre les PCGR canadiens et les IFRS applicables à notre société.</li> </ul>	Complété
Conception et planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration de la stratégie et du calendrier, et mise en place de l'infrastructure;</li> </ul>	Complété
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recensement des intervenants internes qui peuvent être touchés par la transition;</li> </ul>	Complété
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation de l'équipe pour le projet;</li> </ul>	Complété
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sensibilisation de l'effectif à l'échelle de la société.</li> </ul>	Complété
Élaboration de solutions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Examen détaillé de toutes les normes IFRS pertinentes afin d'établir les différences avec nos conventions comptables existantes;</li> </ul>	En cours
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Choix de conventions comptables selon les IFRS, à la fois pour application durable et dans le contexte de certains choix nécessaires au basculement faits conformément à IFRS-1;</li> </ul>	Au cours de l'exercice 2010
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Élaboration d'états financiers modèles en IFRS;</li> </ul>	Au cours de l'exercice 2010
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conception d'un procédé de préparation de l'information comparative en IFRS;</li> <li>Détermination de l'incidence pour les autres intervenants internes et externes.</li> </ul>	Au cours de l'exercice 2010
Mise en oeuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>Collecte d'information et mise à l'essai des processus et des systèmes;</li> <li>Préparation du bilan d'ouverture établi selon les IFRS;</li> </ul>	Au cours de l'exercice 2010
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préparation d'états financiers comparatifs selon les IFRS;</li> </ul>	Au cours de l'exercice 2011
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Préparation des états financiers annuels selon les IFRS.</li> </ul>	Au cours de l'exercice 2011
		Au cours de l'exercice 2012





## Conclusions préliminaires

Le tableau suivant présente certaines conclusions préliminaires à l'égard de la comptabilisation et de l'évaluation de certains postes des états financiers en fonction des IFRS actuelles. D'autres analyses sont en cours mais sont toujours en attente de conclusions préliminaires et ne figurent donc pas dans le tableau. L'incidence de certaines analyses pourrait être importante et ne sera communiquée que lorsque nous serons parvenus à des conclusions.

<b>Normes</b>	<b>Conclusions préliminaires</b>	<b>Incidence potentielle</b>
Produits	Les normes canadiennes actuelles sont, en substance, en convergence avec les IFRS en ce qui a trait au moment de la constatation des produits.	Ne devrait pas avoir une incidence importante sur la constatation des produits.
Immobilisations corporelles	<p>Sous les IFRS, les entreprises auront la possibilité d'adopter deux choix de méthodes comptables, soit le modèle du coût, soit le modèle de la réévaluation.</p> <p>Le modèle du coût converge avec les recommandations canadiennes actuelles si ce n'est qu'il y a nécessité de ventiler le coût d'une immobilisation entre ses parties significatives aux fins de l'amortissement sur la durée d'utilité.</p>	<p>Nous ne prévoyons pas nous prévaloir du modèle de réévaluation compte tenu de notre analyse préliminaire avantage vs coût.</p> <p>L'application de la méthode de comptabilisation par composantes ne devrait pas provoquer de changements significatifs.</p>
Actifs incorporels	Sous les IFRS, les entreprises auront la possibilité d'adopter deux choix de méthodes comptables, soit le modèle du coût, soit le modèle de la réévaluation.	Nous n'anticipons pas nous prévaloir de l'option d'évaluation à la juste valeur du modèle de réévaluation compte tenu de l'absence de marché actif pour les actifs incorporels que nous détenons.





Dépréciation d'actifs à long terme	<p>Les normes canadiennes actuelles concernant la dépréciation d'actifs à long terme, y compris les actifs incorporels amortissables, utilisent un test de dépréciation en 2 étapes où la première étape consiste en la comparaison de la valeur comptable et de la valeur recouvrable, représentant les flux de trésorerie futurs liés à l'utilisation, non actualisées. Les IFRS exigent le recours à l'actualisation des flux de trésorerie dans la détermination de cette valeur (défini comme étant la valeur d'utilité sous les IFRS).</p> <p>Pour ces actifs, les normes internationales requièrent la comptabilisation des reprises de perte de valeur lorsque les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable ont changé.</p>	<p>La différence d'évaluation de la dépréciation est susceptible de provoquer la comptabilisation plus fréquente de perte de valeur dans l'avenir.</p> <p>À la date de transition, soit le 1<sup>er</sup> juin 2010, nous procéderons à une nouvelle analyse des indices susceptibles d'entraîner la comptabilisation d'une perte de valeur, et ce, selon les indications de la norme internationale.</p> <p>Nous ne sommes actuellement pas en mesure de prévoir si des pertes de valeur devront être comptabilisées à la date de transition.</p>
Dette à long terme	<p>Lorsqu'une entité ne respecte pas une disposition d'un accord d'emprunt à long terme au plus tard à la fin d'exercice, le reclassement d'une dette à long terme dans le passif à court terme est plus contraignant sous les IFRS.</p>	<p>Ne devrait pas avoir d'incidence importante pour nous compte tenu de la capitalisation de la société et du financement externe limité.</p>
Instruments financiers	<p>Bien que les recommandations canadiennes soient essentiellement en convergence avec les IFRS, des améliorations sont apportées de façon continue par l'IASB. L'ICCA prévoit l'inclusion immédiate de certains des changements en vue de réduire les différences avec les normes internationales lors du basculement.</p>	<p>Compte tenu des classements adoptés et de la nature des instruments financiers détenus, les améliorations ne devraient pas avoir d'incidence importante pour nous. Nous continuerons à être attentifs aux améliorations qui seront apportés à l'avenir aux fins d'identifier les incidences potentielles, le cas échéant.</p>
Rémunération à base d'actions	<p>Les recommandations canadiennes actuelles sont généralement en convergence avec les IFRS mais il existe quelques différences importantes.</p>	<p>Compte tenu des caractéristiques des options que nous émettons, les différences ne devraient pas avoir d'incidence importante pour nous.</p>





## **CONTRÔLE ET PROCÉDURES**

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation des contrôles et des procédures en matière de présentation de l'information comme l'exige le Règlement 52-109 des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que, au meilleur de leur connaissance, aucun changement n'est survenu au cours de la plus récente période intermédiaire de la société dans les contrôles et procédures de la société en matière de présentation de l'information financière qui a eu une incidence importante, ou pourrait raisonnablement être susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles et procédures de la société en matière de présentation de l'information financière. En conclusion, après analyse des contrôles et procédures et au meilleur de leur connaissance, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la société considèrent que les contrôles et procédures sont adéquats.

## **RISQUES ET INCERTITUDES**

### **Risque de crédit**

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et le bilan tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas important.

### **Risque de taux d'intérêt**

La société n'a pas de dettes qui portent intérêts à des taux variables. De plus, elle investit ses liquidités à taux garanti dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

### **Risque du marché**

Les rendements futurs de ZoomMed et de sa filiale dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

### **Risque de liquidité**

Pour répondre à ses besoins en capitaux, ZoomMed pourrait envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions les liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par les contrats signés auprès des





compagnies pharmaceutiques et des revenus transactionnels générés par l'utilisation de l'information des prescriptions par les pharmaciens.

### **Risque du personnel clé**

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de ZoomMed et sa filiale. Elles sont d'avis qu'elles ont réussi à recruter un excellent personnel pour les aider à atteindre leurs objectifs, mais avec la croissance de leurs activités, il est possible qu'elles aient besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de développement, de la recherche et de mise en marché. Bien que ZoomMed et sa filiale croient qu'elles pourront attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

### **INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE**

ZoomMed diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

